ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 29 septembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques", a donné le 16 novembre 1970 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e september 1970 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen of antiseptica", heeft de 16e november 1970 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à modifier la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques..

Ces modifications seront à ce point profondes que seuls l'article 1er, l'article 2, alinéa 1er, et l'article 7, §§ 1er, 2, 3 et 5, de la loi de 1921 demeureront inchangés.

Dans ces conditions, il est de bonne technique législative de remplacer la loi du 24 février 1921 par un nouveau texte, proposé ci-après.

L'intitulé de loi du 24 février 1921 doit être modifié ; il importe d'en faire disparaître la notion de "trafic" et d'y ajouter la mention des substances psychotropes.

Article 4, § 4, nouveau, du texte du projet.

En accord avec le fonctionnaire délégué, les mots "sera devenue irrévocable" ont été remplacés par les mots "aura acquis force de chose jugée".

*

* *

Le projet reprend les termes mêmes des articles 382 et 386ter du Code pénal, modifiés par la loi du 28 juillet 1962 , et dispose notamment qu'en cas de condamnation à une peine privative de liberté, la durée des interdictions ou de la fermeture prendra cours le jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine et,"s'il est libéré conditionnellement, à partir du jour de la libération, pour autant que celle-ci ne soit pas révoquée".

.../...

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'intention du Gouvernement est d'attribuer à ce texte le sens qui lui a été donné dans le rapport de la Commission de la Justice de la Chambre, au cours des travaux préparatoires de la loi du 28 juillet 1962 précitée, modifiant les articles 382 et 386ter du Code pénal (Doc. Ch. session 1961-1962, 309, n°2, du 27 juin 1962).

Ce sens peut se résumer comme suit : en cas de révocation de la libération conditionnelle, le condamné perd le bénéfice de la partie de la durée de l'interdiction ou de la fermeture subie, de telle sorte que la durée totale de cette interdiction ou de cette fermeture recommence à courir à compter d'une seconde libération conditionnelle éventuelle; sinon, à compter du jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine.

Le Conseil d'Etat observe que ni l'exposé des motifs ni le texte du présent projet n'imposent pareille interprétation. Il en est d'autant moins ainsi que l'interprétation que le Gouvernement entend donner à la disposition considérée ne se concilie pas avec le principe "Non bis in idem". Elle aboutirait, en effet, à faire subir une seconde fois la partie de la peine accessoire que le condamné aurait déjà subie entre le moment de sa libération conditionnelle et le moment de la révocation de celle-ci.

Le Conseil d'Etat suggère que la disposition ci-dessus commentée soit remplacée par un texte donnant un caractère suspensif et non interruptif à la révocation de la libération conditionnelle.

*

* *

.../...

En conclusion des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

PROJET DE LOI RELATIVE AUX SUBSTANCES VENENEUSES, SOPORIFIQUES, STUPEFIANTES, DESINFECTANTES, ANTISEPTIQUES ET PSYCHOTROPES.

....

Article 1er.-

Le Roi est autorisé à réglementer et à surveiller dans l'intérêt de l'hygiène et de la santé publique, l'importation, l'exportation, la fabrication , le transport, la détention, la vente et l'offre en vente, la délivrance et l'acquisition, à titre onéreux ou à titre gratuit, des substances toxiques, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, ainsi que la culture des plantes dont ces substances peuvent être extraites.

Article 2.-

Le Roi a les mêmes pouvoirs en ce qui concerne les substances psychotropes, autres que les substances stupéfiantes et soporifiques, susceptibles d'engendrer une dépendance.

.../...

Article 3.-

Les infractions aux dispositions qui, dans les arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi, concernent les substances toxiques, désinfectantes ou antiseptiques, seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cent francs à trois mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

Article 4.-

Les infractions aux dispositions qui, dans les arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi, concernent les substances soporifiques, stupéfiantes ainsi que les autres substances psychotropes susceptibles d'engendrer une dépendance et dont la liste est arrêtée par le Roi, seront punies d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de mille à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

Article 5.-

Les infractions visées à l'article 4 seront punies de la réclusion :

1° si elles ont été commises à l'égard d'un mineur âgé de 16 ans accomplis;

2° si l'usage des substances spécifiées à l'article 4 qui a été fait à la suite des infractions a causé à autrui, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave.

.../...

Article 6.-

Les infractions visées à l'article 4 seront punies des travaux forcés de dix à quinze ans :

1° si elles ont été commises à l'égard d'un mineur âgé de plus de 12 ans accomplis et de moins de 16 ans accomplis;

2° si elles constituent des actes de participation à l'activité principale ou accessoire d'une association;

3° si l'usage qui a été fait des substances énumérées à l'article 4 à la suite des infractions, a causé la mort.

Article 7.-

Les infractions visées à l'article 4 seront punies des travaux forcés de quinze à vingt ans :

1° si elles ont été commises à l'égard d'un enfant âgé de moins de 12 ans accomplis;

2° si elles constituent des actes de participation en qualité de dirigeant à l'activité principale ou accessoire d'une association.

Article 8.-

Seront punis des peines prévues à l'article 4, ceux qui auront fait usage en groupe des substances qui y sont spécifiées.

Seront punis des peines prévues aux articles 4 à 7 et selon les distinctions qui y sont faites, ceux qui auront facilité à autrui l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit des substances spécifiées à l'article 4, soit en procurant à cet effet un local, soit par tout autre moyen ou qui auront incité à cet usage.

.../...

Article 9.-

Sans préjudice à l'application des articles 31 et 32 du Code pénal en cas de condamnation à une peine criminelle, les auteurs ou complices des infractions visées aux articles 4 à 8 pourront être condamnés à l'interdiction conformément à l'article 33 du même Code.

Article 10.-

Si les auteurs ou complices des infractions visées aux articles 4 à 8 exercent une branche de l'art de guérir, l'art vétérinaire ou une profession paramédicale, le juge pourra leur interdire, temporairement ou définitivement, l'exercice de cet art ou de cette profession.

Article 11.-

En condamnant du chef d'une des infractions visées aux articles 4 à 8, le juge pourra ordonner la fermeture temporaire ou définitive des débits de boissons, ou de tous autres établissements où les infractions ont été commises; il pourra, en outre, interdire au condamné l'exploitation temporaire ou définitive, soit par lui-même, soit par personne interposée, de tels établissements; il pourra également ordonner l'affichage et la publication du jugement aux frais du condamné.

Article 12.-

En cas de condamnation à une peine principale d'amende, la durée des interdictions ou de la fermeture, prononcée en vertu des articles 10 et 11, prendra cours le jour où la condamnation contradictoire ou par défaut aura acquis force de chose jugée. .../...

En cas de condamnation à une peine privative de liberté, cette durée prendra cours le jour où le condamné aura subi ou prescrit sa peine et, s'il est libéré conditionnellement, ... (voir avis) ...

Dans le cas visé à l'alinéa 2, les interdictions ou la fermeture produiront, en outre, leurs effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut aura acquis force de chose jugée.

Article 13.-

Toute infraction aux interdictions ou à la fermeture prononcées en vertu des articles 10 et 11, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de mille francs à cinq mille francs.

Article 14.-

Sans préjudice de l'application des articles 42 et 43 du Code pénal, le juge pourra ordonner la confiscation des véhicules, appareils, instruments ou choses qui ont servi ou ont été destinés à commettre les infractions prévues aux articles 4 à 8 ou qui en ont fait l'objet, même s'ils ne sont pas la propriété du condamné.

Article 15.-

En cas de récidive dans le délai de cinq ans après une condamnation du chef d'une infraction à la présente loi ou aux arrêtés pris en exécution de celle-ci, les peines correctionnelles pourront être portées au double et les peines criminelles augmentées conformément à l'article 54 du Code pénal.

.../...

Article 16.-

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, auxquelles il n'est pas dérogé par la présente loi, sont applicables aux infractions prévues par celle-ci.

Seront exemptés des peines correctionnelles prévues par les articles 4 et 8, ceux des coupables qui, avant toute poursuite, auront révélé à l'autorité l'identité des auteurs des infractions visées par ces articles ou, si ceux-ci ne sont pas connus, l'existence de ces infractions

Dans les mêmes cas, les peines criminelles prévues par les articles 5 à 8 seront réduites dans la mesure déterminée par l'article 414, alinéas 2 et 3, du Code pénal.

Les peines correctionnelles prévues par les articles 4 et 8 seront réduites dans la mesure déterminée par l'article 414, alinéa 4, du Code pénal, à l'égard des coupables qui, après le commencement des poursuites, auront révélé à l'autorité l'identité des auteurs restés inconnus.

Article 17.-

§ 1er. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires ou agents, désignés à cette fin par le Roi, surveillent l'application de la présente loi, ainsi que des arrêtés pris en exécution de celle-ci.

.../...

§ 2. Ces officiers, fonctionnaires et agents peuvent pénétrer dans les officines, magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente ou à la délivrance des substances visées par la présente loi, pendant les heures où ils sont ouverts au public.

Ils peuvent pénétrer aussi, pendant les mêmes heures, dans les dépôts annexés aux locaux et lieux visés à l'alinéa 1er, même lorsque ces dépôts ne sont pas ouverts au public.

§ 3. Ils peuvent, à toute heure, pénétrer dans les locaux qui servent à la fabrication, à la préparation, à la conservation ou à l'entreposage de ces substances.

Ils sont investis du même pouvoir à l'égard des locaux où il est fait usage, en groupe, des substances visées à l'article 4.

§ 4. Ils constatent les infractions aux lois et arrêtés sur la matière par des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 5. Le Roi détermine le mode et les conditions de la prise d'échantillons ainsi que l'organisation et le fonctionnement des laboratoires reconnus pour l'analyse de ces échantillons.

Article 18.-

§ 1er. Seront punis d'une amende de cinquante francs à deux cents francs, ceux qui se sont refusés ou opposés aux visites des officiers et fonctionnaires visés à l'article 17, § 1er, à leurs inspections ou à la prise d'échantillons concernant les substances mentionnées à l'article 3.

.../...

§ 2. Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de mille à cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement, ceux qui se seront refusés ou opposés aux visites, inspections ou à la prise d'échantillons auxquelles il est procédé par les mêmes agents, lorsque celles-ci concernent les substances mentionnées aux articles 4 à 8.

Article 19.-

La loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, modifiée par les lois du 11 mars 1958 et du 14 avril 1965, est abrogée .

...

...

...

Het ontwerp strekt tot wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica.

Het betreft een zo grondige wijziging dat alleen artikel 1, artikel 2, eerste lid, en artikel 7, §§ 1, 2, 3 en 5, van de wet van 1921 onveranderd zullen blijven.

Een goede wetgevingstechniek bestaat er dan ook in, de wet van 24 februari 1921 te vervangen door een nieuwe tekst, die hierna is voorgesteld.

Het opschrift van de wet van 24 februari 1921 moet worden gewijzigd ; daarin moet het begrip "verhandelen" vervallen en moet melding worden gemaakt van de psychotropische stoffen.

Nieuw artikel 4, § 4, van de tekst van het ontwerp.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar zijn de woorden "onherroepelijk is geworden" vervangen door "kracht van gewijsde heeft gekregen".

*
* *

Het ontwerp neemt de bewoordingen van de artikelen 382 en 386ter van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1962, over en bepaalt onder meer dat, in geval van veroordeling tot een vrijheidsstraf, het verbod of de sluiting ingaat "op de dag dat de veroordeelde zijn straf heeft ondergaan of zijn straf verjaard is", en, "bij voorwaardelijke vrijlating, op de dag van de invrijheidstelling, voor zover deze laatste niet ingetrokken wordt".

.../...

Naar aan de Raad van State is verklaard, wil de Regering aan deze tekst de betekenis geven welke hij heeft gekregen in het verslag van de Commissie voor de Justitie van de Kamer tijdens de parlementaire voorbereiding van de eerdervermelde wet van 28 juli 1962 tot wijziging van de artikelen 382 en 386ter van het Strafwetboek (Gedr. St., Kamer, zitting 1961-1962, 309, nr. 2, van 27 juni 1962).

Die betekenis kan als volgt worden samengevat : ingeval de voorwaardelijke vrijlating wordt ingetrokken, verliest de veroordeelde het voordeel van de reeds ondergane verbods- of sluitingstijd, zodanig dat de gehele verbods- of sluitingstijd opnieuw ingaat vanaf een eventuele tweede voorwaardelijke vrijlating ; zo niet, vanaf de dag dat de veroordeelde zijn straf heeft ondergaan of dat zijn straf verjaard is.

De Raad van State moge opmerken dat noch de memorie van toelichting noch de tekst van het onderhavige ontwerp een zodanige interpretatie voorschrijven, des te minder daar de interpretatie welke de Regering aan de bedoelde bepaling wil geven niet overeen te brengen is met het beginsel "Non bis in idem". Zij zou er immers op neerkomen dat een tweede maal moet worden ondergaan het gedeelte van de bijkomende straf dat de veroordeelde reeds heeft ondergaan tussen het tijdstip van zijn voorwaardelijke vrijlating en het tijdstip van de intrekking daarvan.

De Raad van State geeft in overweging de hiervoren besproken bepaling te vervangen door een tekst die de intrekking van de voorwaardelijke vrijlating schorsend in plaats van stuitend laat werken.

*
* *

.../...

Als conclusie van deze opmerkingen, wordt de volgende tekst voorgesteld :

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE GIFTSTOFFEN, SLAAPMIDDELEN, VERDOVENDE MIDDELEN, ONTSMETTINGSSTOFFEN, ANTISEPTICA EN PSYCHOTROPISCHE STOFFEN.

....

Artikel 1.-

De Koning wordt gemachtigd om, in het belang van de hygiëne en de openbare gezondheid, de invoer, de uitvoer, de vervaardiging, het vervoer, het bezit, de verkoop en het te koop stellen, het afleveren en het aanschaffen onder bezwarende titel of om niet, van giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen, ontsmettingsstoffen of antiseptica, alsook de verbouw van planten waaruit deze stoffen kunnen worden getrokken, te regelen en daarover toezicht te houden.

Artikel 2.-

De Koning heeft dezelfde bevoegdheden met betrekking tot psychotropische stoffen, niet zijnde verdovende middelen en slaapmiddelen, die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen.

Artikel 3.-

Overtreding van de bepalingen van de krachtens deze wet uitgevaardigde koninklijke besluiten, die betrekking hebben op de giftstoffen, ontsmettingsstoffen of antiseptica, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van honderd frank tot drieduizend frank, of met een van die straffen alleen.

.../...

Artikel 4.-

Overtreding van de bepalingen van de krachtens deze wet uitgevaardigde koninklijke besluiten, die betrekking hebben op de slaapmiddelen, verdovende middelen en andere psychotropische stoffen die afhankelijkheid kunnen teweegbrengen en waarvan de lijst door de Koning wordt vastgesteld, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank, of met een van die straffen alleen.

Artikel 5.-

De misdrijven bedoeld in artikel 4 worden met opsluiting gestraft :

1° indien ze worden gepleegd ten aanzien van een minderjarige boven de volle leeftijd van 16 jaar ;

2° indien het gebruik dat ten gevolge van de misdrijven van de in artikel 4 bepaalde stoffen is gemaakt, bij een ander hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking heeft veroorzaakt.

Artikel 6.-

De misdrijven bedoeld in artikel 4 worden met dwangarbeid van tien jaar tot vijftien jaar gestraft :

1° indien ze worden gepleegd ten aanzien van een kind dat meer dan volle 12 jaar en minder dan volle 16 jaar oud is ;

2° indien ze daden zijn van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging ;

.../...

3° indien het gebruik dat ten gevolge van de misdrijven van de in artikel 4 bepaalde stoffen is gemaakt, de dood ten gevolge heeft.

Artikel 7.-

De misdrijven bedoeld in artikel 4 worden met dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar gestraft :

1° indien ze worden gepleegd ten aanzien van een kind beneden de volle leeftijd van 12 jaar ;

2° indien ze daden zijn van deelneming aan de hoofd- of bijkomende bedrijvigheid van een vereniging, in de hoedanigheid van leidend persoon.

Artikel 8.-

Met straffen gesteld in artikel 4 worden gestraft zij die de daarin genoemde stoffen in groep gebruiken.

Met de straffen gesteld in de artikelen 4 tot 7 en volgens het daarin gemaakte onderscheid worden gestraft zij die, onder bezwarende titel of om niet, een ander het gebruik van de in artikel 4 genoemde stoffen vergemakkelijken door het verschaffen daartoe van een lokaal of door enig ánder middel, of tot dit gebruik aanzetten.

.../...

Artikel 9.-

Onverminderd de toepassing van de artikelen 31 en 32 van het Strafwetboek in geval van veroordeling tot een criminele straf, kunnen de daders van de in de artikelen 4 tot 8 omschreven misdrijven, alsook hun medeplichtigen, veroordeeld worden tot ontzetting overeenkomstig artikel 33 van hetzelfde Wetboek.

Artikel 10.-

Indien de daders van de in de artikelen 4 tot 8 omschreven misdrijven of hun medeplichtigen een tak van de geneeskunde, de diergeneeskunde of een parmamedisch beroep uitoefenen, kan de rechter hun tijdelijk of voor altijd de uitoefening van die kunde of dat beroep verbieden.

Artikel 11.-

Bij veroordeling wegens een van de misdrijven omschreven in de artikelen 4 tot 8, kan de rechter de tijdelijke of definitieve sluiting bevelen van drankgelegenheden, of van alle andere inrichtingen waar de misdrijven zijn gepleegd; bovendien kan hij de veroordeelde tijdelijk of voor altijd verbieden zodanige inrichtingen persoonlijk of bij tussenpersoon te exploiteren; hij kan eveneens de aanplakking en de openbaarmaking van het vonnis op kosten van de veroordeelde gelasten.

Artikel 12.-

In geval van veroordeling tot een in geldboete bestaande **hoofdstraf,** gaat de tijd van het verbod of van de sluiting opgelegd krachtens de artikelen 10 en 11 in op de dag dat de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling kracht van gewijsde heeft gekregen.

.../...

In geval van veroordeling tot een vrijheidsstraf gaat de tijd van het verbod of van de sluiting in op de dag dat de veroordeelde zijn straf heeft ondergaan of dat zijn straf verjaard is en, bij voorwaardelijke vrijlating ... (zie advies)...

In het geval bedoeld in het tweede lid hebben verbod en sluiting bovendien hun gevolgen met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek gewezen veroordeling kracht van gewijsde heeft gekregen.

Artikel 13.-

Elke overtreding van het verbod of de sluiting, opgelegd op grond van de artikelen 10 en 11, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van duizend frank tot vijfduizend frank.

Artikel 14.-

Onverminderd de toepassing van de artikelen 42 en 43 van het Strafwetboek,kan de rechter de verbeurdverklaring bevelen van de voertuigen, toestellen en instrumenten of voorwerpen die hebben gediend of bestemd zijn om de in de artikelen 4 tot 8 omschreven misdrijven te plegen of die er het voorwerp van waren, zelfs indien ze niet het eigendom zijn van de veroordeelde.

Artikel 15.-

In geval van herhaling binnen vijf jaar na een veroordeling wegens een overtreding van deze wet of van de besluiten tot uitvoering ervan, kunnen de correctionele straffen worden verdubbeld en kunnen de criminele straffen overeenkomstig artikel 54 van het Strafwetboek worden verhoogd.

.../...

Artikel 16.-

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, waarvan bij deze wet niet wordt afgeweken, zijn toepasselijk op de bij deze laatste omschreven misdrijven.

Van de correctionele straffen bepaald in de artikelen 4 tot 8 blijven vrij de schuldigen die, vóór enig begin van vervolging, aan de overheid de identiteit van de daders van de in die artikelen omschreven misdrijven of, indien de daders onbekend zijn, het bestaan van die misdrijven kenbaar hebben gemaakt.

In dezelfde gevallen, worden de in de artikelen 5 tot 8 gestelde criminele straffen verminderd in de mate bepaald in artikel 414, tweede en derde lid, van het Strafwetboek.

De in de artikelen 4 en 8 gestelde correctionele straffen worden verminderd in de mate bepaald in artikel 414, vierde lid, van het Strafwetboek, ten aanzien van de schuldigen die na het begin van de vervolgingen de identiteit van onbekend gebleven daders aan de overheid kenbaar hebben gemaakt.

Artikel 17.-

§ 1. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie, oefenen de daartoe door de Koning aangewezen ambtenaren of beambten toezicht uit op de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering ervan vastgestelde besluiten.

.../...

§ 2. Deze officieren, ambtenaren en beambten mogen de officina's, opslagplaatsen, winkels en enige andere plaats bestemd voor de verkoop of de aflevering van de in deze wet genoemde stoffen, betreden gedurende de uren dat zij voor het publiek toegankelijk zijn.

Gedurende dezelfde uren mogen zij ook de bergplaatsen betreden die bij de in het eerste lid bedoelde plaatsen aansluiten, zelfs wanneer die bergplaatsen voor het publiek niet toegankelijk zijn.

§3. Zij mogen te allen tijde de lokalen betreden welke dienen voor het fabriceren, bereiden, bewaren of opslaan van die stoffen.

Zij hebben dezelfde bevoegdheid ten aanzien van de lokalen waarin,in groep, gebruik wordt gemaakt van de stoffen bedoeld in artikel 4.

§ 4. Zij stellen de overtredingen van de ter zake geldende wetten en besluiten vast in processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het tegenbewijs geleverd is.

§ 5. De Koning regelt de wijze waarop en de voorwaarden waaronder monsters worden genomen, alsmede de organisatie en de werking van de voor de analyse van die monsters erkende laboratoria.

Artikel 18.-

Met geldboete van vijftig frank tot tweehonderd frank worden gestraft zij die zich niet lenen tot of zich verzetten tegen bezichtiging, inspectie of nemen van monsters met betrekking tot de in artikel 3 vermelde stoffen door officieren en ambtenaren bedoeld in artikel 17, § 1.

.../...

§ 2. Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van drieduizend frank tot honderdduizend frank, of met een van die straffen alleen, worden gestraft zij die zich niet lenen tot of zich verzetten tegen bezichtiging, inspectie of nemen van monsters door diezelfde ambtenaren wanneer ze betrekking hebben op de in de artikelen 4 tot 8 vermelde stoffen.

Artikel 19.-

De wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsmiddelen en antiseptica, gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1958 en van 14 april 1965, wordt opgeheven.

...

...

La chambre était composée de

Messieurs :	G. VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J. MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G. CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Messieurs :	G. ARONSTEIN,	assesseurs de la section de législation,	
de Heren :	F. RIGAUX,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	M. JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.